Valable jusqu'au

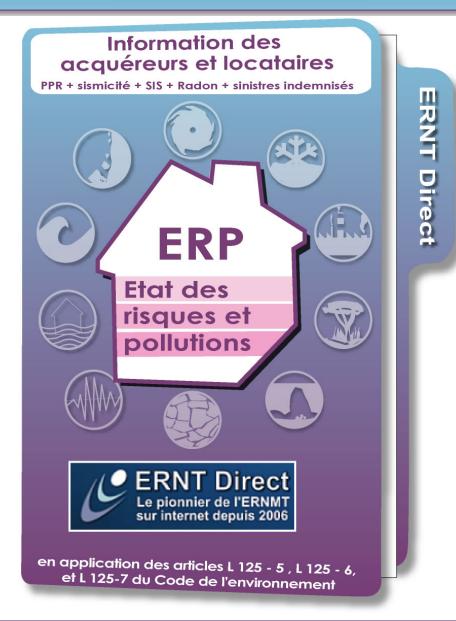
Adresse du bien immobilier

**Téléchargement** 

Jeudi 05 Mai 2022

61 rue Aristide Briand Parcelle : Q n°52 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX





## **AVERTISSEMENT**

Cet état est basé sur les documents et données mis à disposition par les sites des autorités "compétentes" comme les préfectures (rubrique "information des acquéreurs et locataires de bien immobilier"). Par conséquent, toute information erronée ou manquante issue de ces liens ne serait nous être opposable.

Le formulaire Etat des risques et pollutions doit être vérifié, complété et signé. Le cas échéant, le vendeur/bailleur devra y indiquer si, à sa connaissance, les travaux prescrits par le ou les PPR ont été réalisés (annotations n°2, 4 et 6 du formulaire). La déclaration de sinistres doit être complétée si le bien a été sinistré et indemnisé au titre du régime des catastrophes naturelles, minières ou technologiques.

# Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

! Attention ... s'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalé dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état. Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble. Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral n° DCPPAT 2020-90 du 28/07/2020 mis à jour le commune Adresse de l'immeuble code postal 61, rue Aristide Briand 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX Parcelle: Q n°52 Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels (PPRN) L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N oui Χ non 09/01/2004 prescrit anticipé approuvé X date Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à : Inondations <sup>2</sup> oui L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN Χ non Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui non 1 oui L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N non prescrit anticipé approuvé date Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à : <sup>2</sup> oui L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN non Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui non Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques miniers (PPRM) <sup>3</sup> oui L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques technologiques (PPRT) 5 oui L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR T non X Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en zone 1 zone 2 zone 3 zone 4 zone 5 très faible faible modérée moyenne forte Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon oui non X > L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3 Information relative à la pollution des sols > Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS) oui non X Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T\* \* catastrophe naturelle minière ou technologique L'information est mentionnée dans l'acte de vente oui Χ Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte 1/ Carte d'aléa et zonage du PPR inondations de la Seine approuvé le 09/01/2004 2/ Carte du périmètre des zones de risques carrières valant PPR mouvements de terrain approuvé le 07/08/1985. 3/ Carte des SIS issue du site Georisques.gouv.fr 4/ Carte d'exposition au retrait-gonflement argileux du 01/01/2020. NB: Pas de PPRT ou de PPRM. Zone à potentiel radon faible (catégorie 1). Zone de sismicité très faible. vendeur / bailleur date / lieu acquéreur / locataire

23/11/2021

information sur les risques naturels, miniers ou technologiques, la sismicité, le potentiel radon, les pollutions de sols, pour en savoir plus... consultez le site Internet : www.georisques.gouv.fr

# Localisation du bien immobilier concerné

Département : HAUTS DE SEINE SUD

0

ISSY LES MOULINEAUX

Section : Q Feuille : 000 Q 01

Échelle d'origine : 1/500 Échelle d'édition : 1/1500 Date d'édition : 31/10/2019 (fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49 ©2017 Ministère de l'Action et des

Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

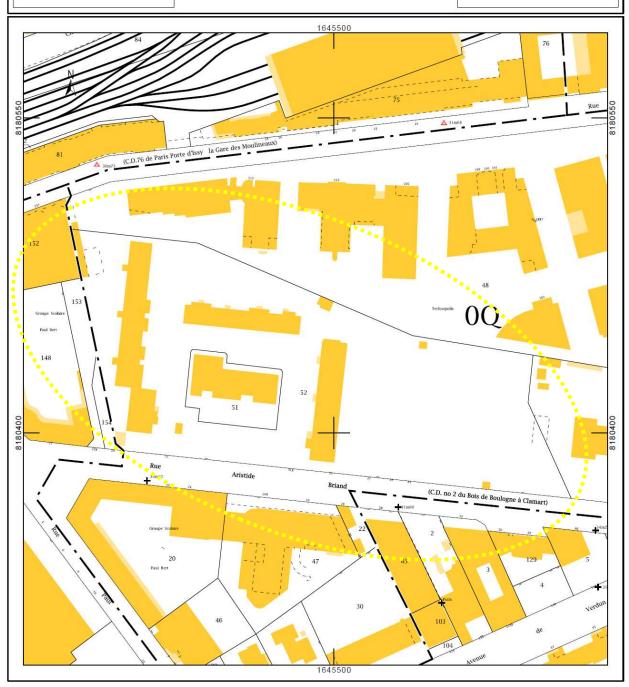
Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant : NANTERRE

PTGC des Hauts-de-Seine 235, Avenue Georges Clémenceau 92756 92756 NANTERRE cedex tél. 01 41 37 84 50 -fax

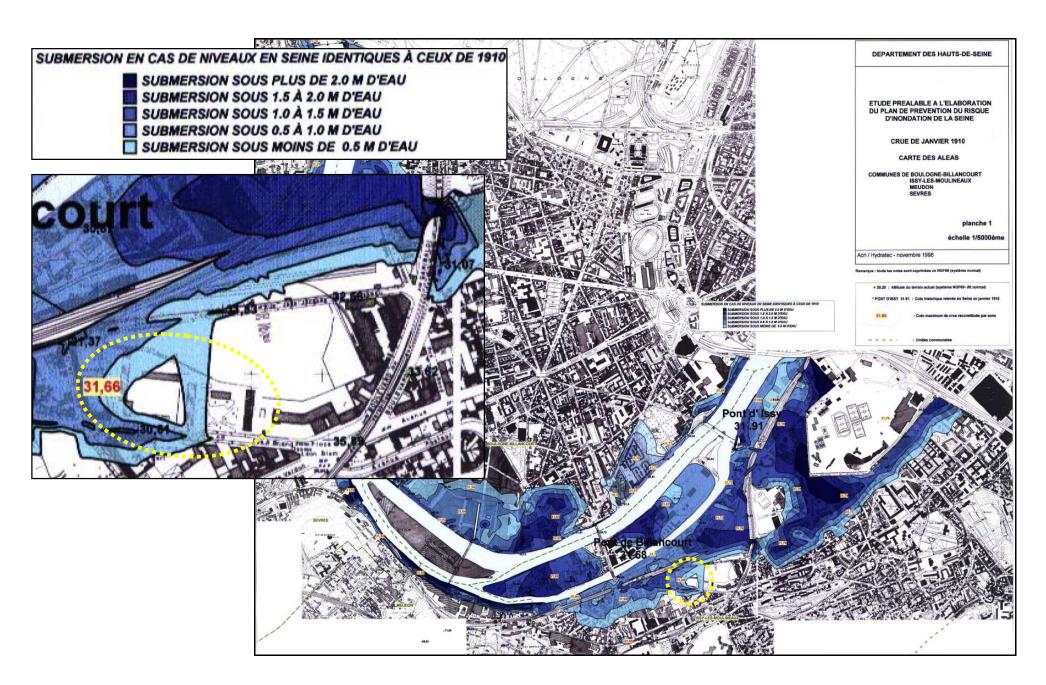
ptgc.hauts-deseine@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

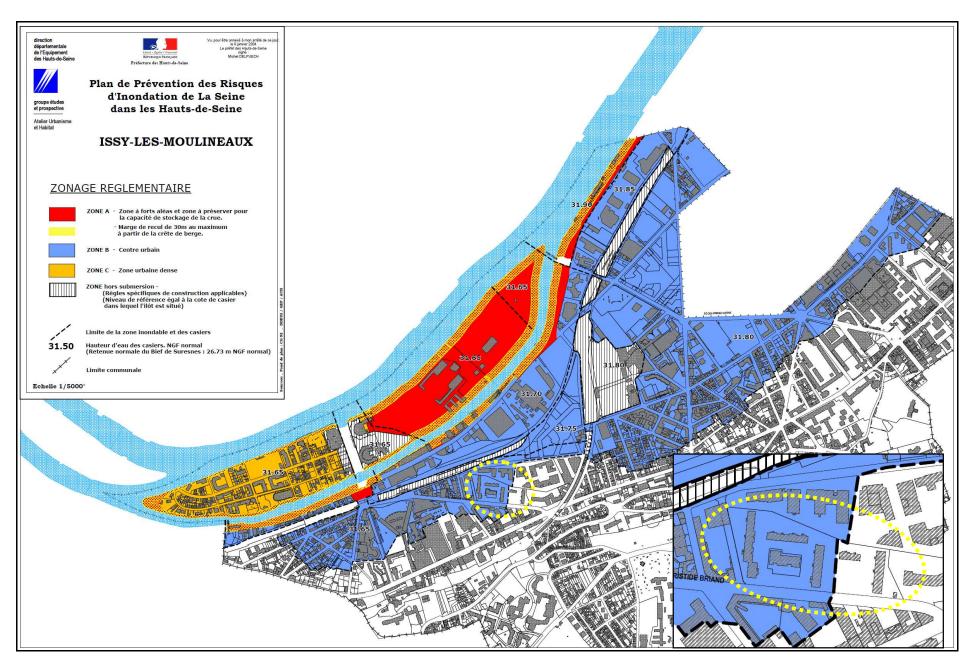
cadastre.gouv.fr





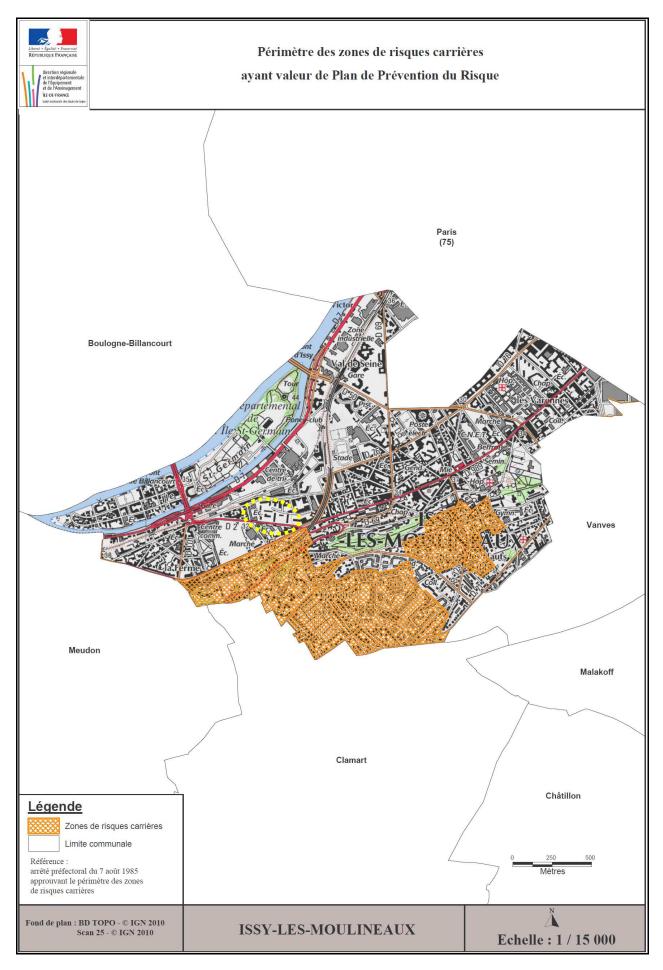


Le bien immobilier se situe en parties en zone inondable de submersion pouvant aller jusqu'à 1 m.

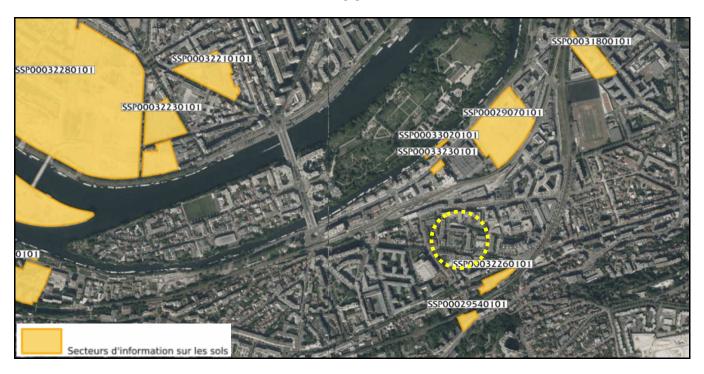


Le bien immobilier se situe en partie en zone B bleue inondable et réglementée.

Règlement : <a href="http://www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/REGLEMENT\_PPRI\_9012004\_cle71b225.pdf">http://www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/REGLEMENT\_PPRI\_9012004\_cle71b225.pdf</a>

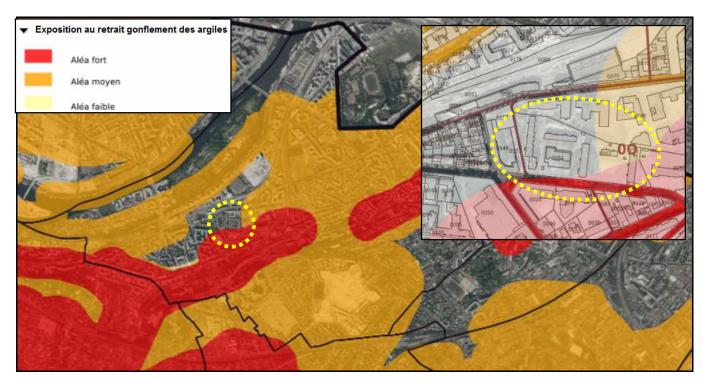


Le bien immobilier ne se situe pas dans les zones à risques carrières de cette carte.



Le bien immobilier ne se situe pas dans les SIS de la ville.

### **ARGILES**



Le bien immobilier se situe, en partie est, en zone d'aléa moyen à fort de mouvements de terrain par tassements différentiels liés aux retraits et gonflements des argiles lors de l'alternance de phases de sécheresse et de réhydratation des sols.

Cette carte ne vaut pas PPR. Elle est fournie à titre informatif pour signaler que tout projet de nouvelle construction devra obligatoirement être accompagné d'une étude de sols.

# Déclaration de sinistres Catastrophes indemnisés

En application du IV de l'article L 125-5 du code de l'environnement

Si le bien n'a jamais été sinistré et indemnisé au titre du régime des catastrophes naturelles, minières et technologiques, cette déclaration n'est pas obligatoire.

Le bien n'a jamais été sinistré et indemnisé au titre du régime des catastrophes naturelles, minières technologiques										
déclare que le bien	immobilier situé à l'adress	se suivante :								
sur le territoire comi n'a jamais fait l'obje	munal de	istre, ni d'une indemnisation	n au titre du régime des catastrophes naturelles							
Nom et prénom du	ı vendeur ou du bailleur	:								
Fait le :										
Signature du vend	eur ou du bailleur :	:	Signature de l'acquéreur ou du locataire :							
Le bien a été sini technologiques  Je, soussigné déclare que le bien  sur le territoire comi a déjà fait l'objet d'u naturelles et techno	istré et indemnisé au t immobilier situé à l'adress munal de n ou plusieurs sinistres et logiques tel qu'institué pa	titre du régime des cata se suivante : t d'une ou plusieurs indemr	astrophes naturelles, minières et							
N° du Journal Officiel	Date de parution de l'arrêté	Type de catastrophe reconnue	Caractéristiques du sinistre sur le bien immobilier							
Fait le :	vendeur ou du bailleur eur ou du bailleur :		Signature de l'acquéreur ou du locataire :							

#### Glossaire

## Le Plan de prévention des risques (naturels, miniers ou technologiques) - PPR

A partir de la connaissance des aléas, il est établi par les services de l'Etat, en association avec les collectivités et les exploitants et après concertation avec le public, pour déterminer les zones à risques et définir les mesures d'urbanisme, de construction et de gestion qu'il convient de respecter pour limiter les dommages. Il abouti donc à une cartographie réglementaire des risques naturels présents sur le territoire d'une commune.

Un PPR s'élabore en plusieurs étapes. Il est d'abord prescrit (en cours d'étude), puis soumis à enquête publique et enfin approuvé. Il s'impose alors au Plan local d'urbanisme (PLU). Dans certaines situations, afin d'éviter toute implantation dangereuse, il peut être appliqué par anticipation, avant d'être approuvé.

D'anciennes procédures comme les Plan de surface submersible [PSS], Plan de zones sensibles aux incendies de forêt [PZSIF], périmètre de l'article R111-3 du code de l'urbanisme et Plan d'exposition aux risques [PER] valent Plan de prévention des risques naturels. Les Plans de prévention des risques appliqués par anticipation ou approuvés prescrivent ou recommandent des travaux à réaliser pour les biens immobiliers implantés en zones réglementées.

# Le zonage sismique national

Avant le 1<sup>er</sup> mai 2011, ce zonage était établi à partir de la connaissance historique des séismes et de la connaissance géologique du territoire, selon un maillage cantonal. Le zonage actuel s'appuie sur une approche probabiliste (en fonction notamment de la topographie et des failles), selon un maillage communal. Ce zonage réglementaire, qui comprend cinq niveaux, est accompagné de règles parasismiques.

### Le zonage à potentiel radon

Réglementaire depuis le 1er juillet 2018, ce zonage s'appuie sur une cartographie des formations géologiques suceptibles de dégager du radon, gaz radioactif et cancérigène. Cette information est obligatoire lors d'acquisition ou de location de bien immobilier dans les communes de catégorie 3, à potentiel radon élevé, qui implique des mesures et éventuellement des travaux de mitigation pour les Etablissements recevant du public.

#### Les Secteurs d'information sur les sols – SIS

Parcelle ou ensemble de parcelles où la pollution a été constatée par l'Etat. La présence d'une parcelle en SIS implique certaines prescriptions (étude de sol, mesure de gestion de la pollution).

#### Arrêtés de reconnaissance de l'Etat de catastrophes naturelles, minières ou technologiques

Tout immeuble, faisant l'objet d'un contrat d'assurance habitation est assuré en cas de catastrophe naturelle depuis 1982 par le biais d'une surprime obligatoire. Les catastrophes technologiques sont quant à elles couvertes depuis 2003. Ce dispositif apporte la garantie d'une indemnisation permettant la remise en état rapide des lieux sinistrés. Il est enclenché par la reconnaissance par l'Etat du caractère exceptionnel du phénomène.

### Document d'information communale sur les risques majeurs (Dicrim)

Ce document ne fait pas partie de l'information des acquéreurs et locataires de bien immobilier sur les risques naturels, miniers et technologiques. Il intéresse néanmoins tout nouvel arrivant. Le Dicrim est un document d'information réalisé par le Maire qui recense les mesures de sauvegarde répondant au risque sur le territoire de la commune, notamment celles de ces mesures qu'il a prises en vertu de ses pouvoirs de police.

Il contient les données locales, départementales et nationales nécessaires à l'information des citoyens au titre du droit à l'information. Elaboré à partir des informations disponibles transmises par le représentant de l'Etat dans le département, le Préfet, il contient quatre grands types d'informations :

- la connaissance des risques naturels et technologiques dans la commune,
- les mesures prises par la commune, avec des exemples de réalisation,
- les mesures de sauvegarde à respecter en cas de danger ou d'alerte
- le plan d'affichage de ces consignes : le maire définit le plan d'affichage réglementaire dans la commune, dans les locaux et terrains mentionnés dans le décret, selon l'arrêté du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public. Le plan figure dans le Dicrim. Les propriétaires ou exploitants des locaux et terrains concernés par l'information doivent assurer, eux-mêmes, l'affichage.



# Etat des nuisances sonores aériennes

Les zones de bruit des plans d'exposition au bruit constituent des servitudes d'urbanisme (art. L. 112-3 du code de l'urbanisme) et doivent à ce titre être notifiées à l'occasion de toute cession, location ou construction immobilière.

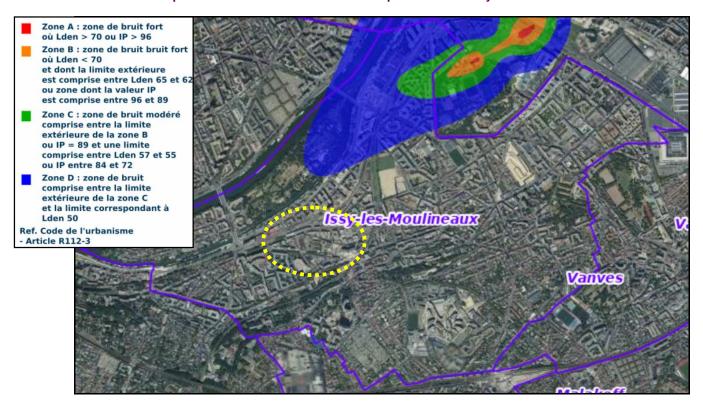
Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être intégré au dossier de diagnostic technique - DDT (annexé, selon le cas, à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente et au contrat de location ou annexé à ces actes si la vente porte sur un immeuble non bâti) et à être **annexé** à l'acte authentique de vente et, le cas échéant, au contrat préliminaire en cas de vente en l'état futur d'achèvement.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral											
n°	n°		du 18/04/2007 mis			jour le					
Adresse de l'immeuble				code postal		commune					
61 rue Aristide Briand				92130	ISSA	'-LES-MOULINEAUX					
	Parcelle : Q n°52			92130 133		-LES-WOOLINEAUX					
	011			.	·	(DED)					
Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans d'exposition au bruit (PEB)											
	L'immeuble est situé dans	le périmètre d'un l	P <b>EB</b>			<sup>1</sup> oui	non x				
	révisé	appro	ouvé	date							
	<sup>1</sup> Si oui, nom	de l'aérodrome :									
> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux d'insonorisation						<sup>2</sup> oui	non				
<sup>2</sup> Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui non											
	L'immeuble est situé dans	e la párimàtra d'ur	autro P <b>ER</b>			<sup>1</sup> oui	non				
-	révisé			data		Oui	11011				
		appro	uve	date							
	' Si oui, nom	de l'aérodrome :									
,	Situation de l'immeuble au re	egard du zonage (	d'un plan d'e	exposition au bru	ıit						
		gara ao zonago	a on plan a c	xposition do lore	···						
>	L'immeuble se situe dans une <b>zone</b> A <sup>1</sup>	zone de bruit d'un properties zone B <sup>2</sup>	plan d'exposit <b>zone C</b> <sup>3</sup>	ion au bruit défnie <b>zone D</b>							
	forte	forte	modérée	zone D							
1 (intérieur de la courbe d'indice Lden 70)											
2 (entre la courbe d'indice Lden 70 et une courbe choisie entre Lden 65 celle et 62)											
3 (entre la limite extérieure de la zone B et la courbe d'indice Lden choisi entre 57 et 55)											
4 (entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden 50). Cette zone n'est obligatoire que pour les aérodromes mentionnés au I de											
l'article 1609 quatervicies A du code général des impôts (et sous réserve des dispositions de l'article L.112-9 du code l'urbanisme pour les											
aérodromes dont le nombre de créneaux horaires attribuables fait l'objet d'une limitation réglementaire sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture).											
Nota bene : Lorsque le bien se situe sur 2 zones, il convient de retenir la zone de bruit la plus importante.											
Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des nuisances prisent en compte											
- Le Plan d'exposition au bruit est consultable sur le site Internet du Géoportail de l'institut national de l'information											
géographique et forestière (I.G.N) à l'adresse suivante : <a href="https://www.geoportail.gouv.fr">https://www.geoportail.gouv.fr</a> ou sur le site de la préfecture des Hauts-de-Seine à celle-ci <a href="https://www.hauts-de-seine.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-et-prevention-des-">https://www.hauts-de-seine.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-et-prevention-des-</a>											
risques/Environnement/Bruit/Bruit-des-transports-aeriens/Plan-d-exposition-au-bruit-de-l-Heliport-de-Paris-Issy-les-											
Moulineaux											
Le Plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de l'Héliport de Paris-Issy les Moulineaux, approuvé le 18/04/2007, peut être consulté à la maire de la commune d' <b>Issy les Moulinaux</b> où est sis l'immeuble.											

vendeur / bailleur date / lieu acquéreur / locataire

23/11/2021

# Plan d'exposition au bruit d'aérodrome – Héliport de Paris-Issy-les-Moulineaux



Le bien immobilier ne se situe pas dans les zones réglementées par ce Plan d'exposition au bruit.